

Art. 13. L'article 91, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport conformément à l'article 12. »

Art. 14. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux affaires pendantes devant la section d'administration pour lesquelles il n'a pas encore été fait rapport en application de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

Art. 15. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

Art. 13. Artikel 91, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer bij kennisneming van het verzoekschrift duidelijk is dat de Raad van State klaarblijkelijk onbevoegd is of dat het verzoek klaarblijkelijk niet ontvankelijk of ongegrond is, maakt het aangewezen lid van het auditoraat onmiddellijk verslag op, overeenkomstig artikel 12. »

Art. 14. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de bij de afdeling administratie hangende zaken waarop nog geen verslag is opgemaakt bij toepassing van artikel 12 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948.

Art. 15. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 15 Juli 1956.

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. VERMEYLEN.

15 JUILLET 1956. — Arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu la loi électorale communale, notamment les articles 74 et 76 modifiés par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1952 et 17 novembre 1955;

Considérant que l'expérience a fait apparaître la nécessité de prévoir, en matière de validation des élections communales par le Conseil d'Etat, une procédure plus simple et plus rapide que celle qui est prévue dans les autres matières;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le recours prévu à l'article 76, alinéa 7, de la loi électorale communale est introduit par une requête signée par la partie ou par un avocat inscrit au tableau de l'ordre. Elle est adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste, accompagnée de quatre copies certifiées conformes. La requête introduite par plusieurs requérants contient une seule élection de domicile; à défaut de celle-ci, les requérants sont présumés avoir élu domicile chez le premier requérant.

Le recours prévu à l'article 76, alinéa 8, de la loi électorale communale est introduit par une requête signée par le gouverneur, adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste et accompagnée de quatre copies certifiées conformes.

Art. 2. La partie requérante joint à sa requête une copie de la décision de la députation permanente dont il est appelé.

Art. 3. Le recours doit, à peine de nullité, être introduit dans le délai de huit jours déterminé par les alinéas 7 ou 8 de l'article 76 de la loi électorale communale.

Art. 4. Le greffier transmet au gouverneur une copie de toute requête introduite sur base de l'article 76, alinéa 7, de la loi électorale communale.

15 JULI 1956. — Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de gemeentekieswet.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de gemeentekieswet, inzonderheid op de artikelen 74 en 76, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 September 1952 en 17 November 1955;

Overwegende dat de ervaring heeft aangetoond dat het noodzakelijk is, inzake geldigverklaring van gemeenteraadsverkiezingen door de Raad van State een eenvoudiger en snellere rechtspleging in te voeren dan voor andere zaken van toepassing is;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het in artikel 76, lid 7, van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat door de partij of door een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat is ondertekend. Het verzoekschrift wordt, samen met vier gewaarmerkte afschriften, onder een ter post aangetekende omslag aan de Raad van State gericht. In het door meer dan een verzoeker ingediende verzoekschrift wordt een enkele woonplaats gekozen; zoniet worden de verzoekers geacht bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen.

Het in artikel 76, lid 8, van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift, dat ondertekend wordt door de gouverneur en dat, samen met vier gewaarmerkte afschriften, onder een ter post aangetekende omslag aan de Raad van State wordt gericht.

Art. 2. De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift, een afschrift van de beslissing van de provinciale deputatie waarvan zij in beroep komt.

Art. 3. Het beroep moet, op straffe van nietigheid, worden ingediend binnen een termijn van acht dagen, als bepaald bij de leden 7 en 8 van artikel 76 van de gemeentekieswet.

Art. 4. De griffier bezorgt de gouverneur een afschrift van elk verzoekschrift, dat op grond van artikel 76, lid 7, van de gemeentekieswet is ingediend.

Art. 5. Le greffier transmet une copie de la requête au bourgmestre de la commune pour y être, pendant six jours ouvrables, déposée au secrétariat communal, où quiconque pourra en prendre connaissance et copie pendant trois heures au moins par jour ouvrable.

Le greffier du Conseil d'Etat fait publier au *Moniteur belge*, dans les trois jours de la réception de la requête, un avis indiquant, pour chaque recours introduit, le nom du requérant et la commune en cause. Cet avis signale que toute personne peut prendre connaissance de la requête au secrétariat communal.

Dès réception de la requête, le bourgmestre en informe le public par un avis publié dans la forme ordinaire et mentionnant les heures de consultation. L'avis reste affiché à la maison communale pendant les jours de consultation. La durée de l'affichage est constatée par une attestation signée par le bourgmestre et par le secrétaire; l'attestation est adressée au gouverneur dès l'expiration du délai d'affichage.

Art. 6. Les personnes qui ont introduit une réclamation dans les formes prévues à l'article 74 de la loi électorale communale, les électeurs signataires visés à l'alinéa 9 de l'article 23 de la même loi, les élus titulaires et suppléants dont la validation des pouvoirs est contestée, les élus suppléants dont l'ordre de proclamation est susceptible d'être modifié, ainsi que toute personne pouvant justifier d'un intérêt, ont le droit d'envoyer au Conseil d'Etat un mémoire en réponse dans les huit jours qui suivent la date de la publication par le bourgmestre de l'avis concernant le dépôt de la requête.

Toute personne qui pourrait être intéressée peut consulter le dossier de l'élection qui doit être mis à sa disposition, sans déplacement, au siège du gouvernement provincial.

Le greffier du Conseil d'Etat transmet copie du mémoire à la partie requérante.

Tout mémoire doit, à peine d'être rejeté des débats :

1° contenir le nom et l'adresse de la partie et porter la signature de la partie ou celle d'un avocat inscrit au tableau de l'ordre;

2° être envoyé au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste;

3° être accompagné de quatre copies certifiées conformes.

Art. 7. Dès réception de l'attestation prévue à l'article 5, alinéa 3, le gouverneur de la province transmet le dossier de l'élection au greffe du Conseil d'Etat.

Si plusieurs recours concernant la même élection ont été introduits, le gouverneur transmet le dossier lors de la réception de la dernière attestation.

Art. 8. Si la chambre, sur le vu du rapport sur l'état de l'affaire, estime que l'affaire est en état, le président fixe la date à laquelle elle sera appelée. Si la chambre estime qu'il y a lieu d'ordonner des devoirs nouveaux, elle désigne pour y procéder un conseiller ou un membre de l'auditorat qui rédige un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé et transmis à la chambre.

L'ordonnance fixant l'affaire ou la renvoyant à l'instruction intervient dans les huit jours du dépôt du rapport.

L'ordonnance fixant l'affaire est notifiée, avec les rapports, aux parties. Elle contient fixation de l'affaire dans la quinzaine.

Art. 9. L'arrêt doit intervenir dans le mois de la clôture des débats.

Ce délai peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général, sans que la durée totale des prorogations puisse excéder deux mois.

Art. 10. L'arrêt n'est susceptible ni d'opposition, ni de tierce opposition, ni de demande en revision.

Si une partie vient à décéder avant la clôture des débats, la procédure est poursuivie sans qu'il y ait lieu à reprise d'instance.

Art. 5. De griffier bezorgt een afschrift van het verzoekschrift aan de burgemeester van de gemeente, om het gedurende zes werkdagen neer te leggen op het gemeentesecretariaat, waar een ieder elke werkdag gedurende ten minste drie uren inzage en afschrift kan nemen.

De griffier van de Raad van State laat binnen drie dagen na ontvangst van het verzoekschrift een bericht in het *Belgisch Staatsblad* opnemen, waarin, voor ieder ingesteld beroep, de naam van de verzoeker en de betrokken gemeente worden vermeld. Het bericht deelt mede dat een ieder op het gemeentesecretariaat inzage kan nemen van het verzoekschrift.

Zodra hij het verzoekschrift heeft ontvangen, brengt de burgemeester dit ter kennis van het publiek door middel van een in de gewone vorm bekendgemaakt bericht, dat ook de uren van inzage opgeeft. Het bericht blijft gedurende de dagen van inzage aan het gemeentehuis aangeplakt. De duur van de aanplakking blijkt uit een door burgemeester en secretaris ondertekend attest dat dadelijk na het verstrijken van de termijn van aanplakking aan de gouverneur wordt gezonden.

Art. 6. Zij die een bezwaarschrift in de vormen als bepaald in artikel 74 van de gemeentekieswet hebben ingediend, de kiezers-ondertekenaars, bedoeld bij het lid 9 van artikel 23 van dezelfde wet, de gewone en plaatsvervangende verkozenen ten aanzien van wie de geldigverklaring van de geloofsbriefen betwist wordt, de plaatsvervangers, wier verkiezingsrang voor wijzigingen vatbaar is, alsmede al wie van een belang kan doen blijken, zijn gerechtigd om binnen acht dagen na de datum van de bekendmaking door de burgemeester van het bericht betreffende de nederlegging van het verzoekschrift, een memorie van antwoord aan de Raad van State te sturen.

Een ieder, die belang zou kunnen hebben, is gerechtigd om inzage te nemen van het dossier der verkiezing, dat zonder verplaatsing te zijner beschikking moet worden gehouden ten zetel van het provinciaal gouvernement.

De griffier van de Raad van State bezorgt een afschrift van de memorie aan de verzoekende partij.

Iedere memorie moet op straffe van verwerping uit de debatten :

1° de naam en het adres van de partij vermelden en ondertekend zijn door de partij of door een op de tabel der orde ingeschreven advocaat;

2° aan de Raad van State onder een ter post aangetekende omslag worden toegestuurd;

3° vergezeld gaan van vier gewaarmerkte afschriften.

Art. 7. Zodra de provinciegouverneur het in artikel 5, lid 3, bedoelde attest ontvangt, bezorgt hij het dossier der verkiezing aan de griffie van de Raad van State.

Zijn verschillende beroepen betreffende dezelfde verkiezing ingediend, dan bezorgt de gouverneur het dossier wanneer hij het laatste attest ontvangt.

Art. 8. Oordeelt de kamer, na kennisneming van het verslag over de stand van de zaak, dat de zaak in staat van wijzen is, dan stelt de voorzitter de datum vast waarop zij zal worden opgeroepen. Is de kamer van oordeel dat nieuwe verrichtingen moeten worden bevoelen, dan wijst zij ter uitvoering daarvan een raadsheer of een lid van het auditoraat aan, die een aanvullend verslag opmaakt. Dit verslag wordt gedagtekend, ondertekend en aan de kamer bezorgd.

Het bevel waarbij de zaak wordt vastgesteld of voor nader onderzoek verwezen, wordt binnen acht dagen na de indiening van het verslag gegeven.

Het bevel waarbij de zaak wordt vastgesteld, wordt met de verslagen aan partijen betekend. Het stelt de zaak binnen vijftien dagen vast.

Art. 9. Het arrest moet binnen een maand na de sluiting van de debatten worden gewezen.

Deze termijn kan bij bevel van de kamer worden verlengd na advies van de auditeur-generaal, zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan twee maanden mag bedragen.

Art. 10. Het arrest is niet vatbaar voor verzet, voor derden-verzet of voor aanvraag tot herziening.

Komt een partij vóór de sluiting der debatten te overlijden, dan wordt de procedure voortgezet zonder dat het geding hoeft te worden hervat.

Art. 11. Sont applicables à la procédure réglée par le présent arrêté, les articles 2, 1^o et 2^o, 5, 12, 16 à 19, 25 à 27, 29, 33 à 37, 51, 59 à 65, 72, 77, 84, 85, alinéa 2, 86 à 88, 90 à 92 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Art. 12. L'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. Dans les matières prévues par l'article 7, § 2, de la loi du 23 décembre 1946 et par l'article 76 de la loi électorale communale, la procédure est réglée par les dispositions particulières qui les concernent ».

Art. 13. Sont abrogés :

1^o les articles 10 et 89, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;

2^o aux articles 40, 47 et 50bis, les mots « à l'exception de ceux rendus sur les recours prévus à l'article 76 de la loi électorale communale ».

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1956.

Art. 11. Op de in dit besluit geregelde rechtspleging zijn van toepassing de artikelen 2, 1^o en 2^o, 5, 12, 16 tot 19, 25 tot 27, 29, 33 tot 37, 51, 59 tot 65, 72, 77, 84, 85, 2^o lid, 86 tot 88, 90 tot 92 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

Art. 12. Artikel 93 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 wordt door de volgende bepaling vervangen :

» Art. 93. In aangelegenheden als bedoeld bij artikel 7, § 2, van de wet van 23 December 1946 en bij artikel 76 van de gemeentekieswet, wordt de rechtspleging geregeld door de desbetreffende bijzondere bepalingen ».

Art. 13. Opgeheven worden :

1^o de artikelen 10 en 89, lid 2, van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State;

2^o in de artikelen 40 en 47 de woorden « met uitzondering van die gewezen op de beroepen voorzien bij artikel 76 van de gemeentekieswet », en in artikel 50bis de woorden « met uitzondering van de bij artikel 76 van de gemeentekieswet bedoelde beroepen ».

Art. 14. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 15 Juli 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. VERMEYLEN.

BOURGEMESTRES. — NOMINATIONS.

Par arrêtés royaux du 1^{er} août 1956, sont nommés bourgmestre dans les communes suivantes les personnes dont les noms figurent au relevé ci-dessous :

Arrondissement de Bruxelles.
Herne. — Breynaert, Emile.
Arrondissement de Liège.
Voroux-lez-Liers. — Bamps, Joseph.
Arrondissement d'Alost.
Herzele. — De Smet, Charles.

BOURGEMESTRE. — DÉMISSION.

Par arrêté royal du 1^{er} août 1956, la démission offerte par M. Andrin, Joseph, de ses fonctions de bourgmestre de la commune d'Etalle, arrondissement de Virton, est acceptée.

MINISTÈRE DES FINANCES.

4 AOUT 1956. — Arrêté royal relatif au groupement en titres de 1,000 francs des obligations de 100 francs de l'emprunt à 4 p. c. de 1936, de la ville d'Anvers.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif au recensement des titres belges et étrangers, modifié par la loi du 10 novembre 1953, notamment l'article 32-5;

Considérant qu'il convient de grouper en titres de 1,000 francs, les obligations de 100 francs représentatives de l'emprunt à 4 p. c. de 5,000,000 de francs, émis en 1936 par la ville d'Anvers, et actuellement démunies de coupons d'intérêt;

Vu l'avis conforme du conseil communal de la ville d'Anvers;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les obligations au porteur d'une valeur nominale de 100 francs, représentatives de l'emprunt de 75,000,000 de francs, à p. c., émis en 1936 par la ville d'Anvers, non amorties au 1^{er} septembre 1956, sont groupées en obligations au porteur d'une valeur

BURGEMEESTERS. — BENOEMINGEN.

Bij koninklijke besluiten van 1 Augustus 1956, zijn de hiernavermelde personen tot burgemeester benoemd te :

Arrondissement Brussel.
Herne. — Breynaert, Emile.
Arrondissement Luik.
Voroux-lez-Liers. — Bamps, Joseph.
Arrondissement Aalst.
Herzele. — De Smet, Charles.

BURGEMEESTER. — ONTSLAG.

Bij koninklijk besluit van 1 Augustus 1956, is, op zijn verzoek, aan de heer Andrin, Joseph, ontslag verleend als burgemeester der gemeente Etalle, arrondissement Virton.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

4 AUGUSTUS 1956. — Koninklijk besluit betreffende het groeperen in effecten van 1,000 frank der obligatiën van 100 frank van de 4 t. h. lening der stad Antwerpen van 1936.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de telling van de Belgische en vreemde effecten, gewijzigd bij de wet van 10 November 1953, inzonderheid op artikel 32-5;

Overwegende dat er aanleiding is om de obligatiën van 100 frank, thans ontbloot van coupons, van de door de stad Antwerpen in 1936 uitgegeven 4 t. h. lening ten bedrage van 75,000,000 frank, in effecten van duizend frank te groeperen;

Gelet op het eensluidend advies van de gemeenteraad van de stad Antwerpen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De obligatiën aan toonder met een nominale waarde van 100 frank van de in 1936 door de stad Antwerpen uitgegeven 4 t. h. lening van 75,000,000 frank, die op 1 September 1956 niet afgelost zijn, worden gegroepeerd in obligatiën aan toonder met een